

► **MARCHÉS** : Wall Street la tendance haussière continue, le Luxe soutient l'Europe

En novembre, les principales places boursières ont été orientées à la hausse. L'optimisme croissant des investisseurs pour la signature d'un accord avec la Chine a permis aux marchés de poursuivre leur hausse vers de nouveaux sommets annuels.

Après un mois de novembre ponctué par les records, la Bourse de New York termine en hausse de +2,5% en moyenne sur les trois principaux indices.

Si l'optimisme actuel est alimenté par l'espoir d'une détente dans les relations entre la Chine et les États-Unis, la posture très accommodante des banques centrales continue d'entretenir un climat ambiant de confiance qui fait reculer l'aversion au risque. La protection de la Fed semble même inhiber la vigilance des investisseurs.

Quoi qu'il en soit, l'économie américaine fait preuve d'une remarquable résilience. Et la perspective d'une récession aux États-Unis n'est plus d'actualité, alors que le pays connaît un cycle haussier de plus de 10 ans, sans précédent. De plus, la publication des résultats a montré une image moins pessimiste qu'attendue de la situation des entreprises au dernier trimestre. La croissance américaine devrait continuer de ralentir en 2020, mais les États-Unis devraient échapper à la récession, grâce notamment à la posture très accommodante de la Réserve fédérale.

Le dernier discours du président de la Fed Jerome Powell confirme la position « wait and see » de la Réserve fédérale.

Powell a présenté un scénario qui conjugue une croissance soutenue, un marché du travail fort et une inflation proche de l'objectif de 2%. Et même si les risques extérieurs restent présents, tels que la faiblesse de la croissance dans le reste du monde et un différend commercial loin d'être réglé, les perspectives restent globalement positives pour la Fed.

Pour l'instant la croissance américaine reste forte, dépassant les attentes du marché. Le PIB a été révisé à la hausse à 2.1% au troisième trimestre (au lieu de 1,9%).

Un bémol pourtant, si la consommation reste dynamique aux États-Unis, l'indice ISM manufacturier est ressorti à 48,1 en novembre, alors qu'il était attendu à 49,4. Cet indice traduit une contraction de l'activité manufacturière américaine, alors que le marché s'attendait à une légère amélioration de la situation. Ce qui tranche avec l'optimisme des investisseurs en novembre.

Mais cette déception a été contrebalancée par les statistiques en Chine, où la croissance de l'activité manufacturière a enregistré une accélération surprise en novembre, l'indice PMI est ressorti à 51,8, son meilleur niveau depuis 3 ans. Un chiffre supérieur à 50 reflète une accélération de l'activité. Une série de mesures monétaires plus accommodantes de la banque centrale chinoise ont soutenu l'économie chinoise. Ceci augure une reprise modérée de la croissance en 2020.

Un environnement positif qui a permis aux bourses européennes de terminer le mois de novembre dans le vert. Le CAC 40 se rapproche très sérieusement du niveau des 6.000 points qui n'avait pas été franchi depuis le début de la crise financière de 2008. En moyenne les trois principaux indices européens terminent le mois autour d'une hausse de plus de 1%.

Les actions européennes poursuivent leur ascension dans la lignée de Wall Street, portées par les mêmes raisons. Le mouvement étant essentiellement lié aux espoirs de signature d'une ébauche

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

d'accord commercial entre américains et chinois d'ici la fin de l'année.

Les bourses européennes ont également profité de l'accélération surprise de l'activité manufacturière en zone euro. Si elle demeure fragile, l'activité s'est améliorée en novembre au sein de la zone euro. L'indice PMI Manufacturier est meilleur qu'attendu à 46.9. S'il continue de signaler un net ralentissement, le PMI manufacturier de la zone euro donne néanmoins des signes encourageants susceptibles d'alimenter le sentiment que le pire est passé pour les producteurs de la zone euro.

En Allemagne, l'indice du climat des affaires Ifo est ressorti à 95 un léger mieux qu'en octobre à 94,7. L'Allemagne, locomotive de la zone euro pendant plus de 10 ans et déprimée depuis un an par son industrie exportatrice, son traditionnel point fort, réussit tout de même à échapper à la récession, en se maintenant tout juste au-dessus du seuil. Après un repli de 0,2% au deuxième trimestre, son PIB a progressé de 0,1% au troisième trimestre. Même si elle reste impactée par les incertitudes et le freinage de la Chine, premier partenaire commercial de l'Allemagne, son économie résiste plutôt bien, grâce à la consommation. Un apaisement des tensions commerciales pourrait permettre à l'Allemagne de se reprendre.

La France se démarque grâce au secteur du Luxe qui a le vent en poupe depuis plusieurs mois. Le CAC40 est au plus haut depuis 12 ans. Si les États-Unis dominent le numérique avec leur GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), la France domine le secteur du Luxe avec ses KHOL (un acronyme qui compte Kering, Hermès, l'Oréal et LVMH). Une capitalisation de 422 milliards d'euros. Les quatre fleurons du Luxe français ont réalisé une année 2019 exceptionnelle. Or, le poids du Luxe dans le CAC est de 27% (il ne représentait que 8% en 2007).

L'indice CAC 40 est « déformé » par le poids de ces quatre acteurs du Luxe, c'est pourquoi on peut oser la comparaison avec les GAFA américains. Certes, la comparaison est disproportionnée face aux GAFA, dont la capitalisation est dix fois plus élevée (4 240 milliards de dollars), mais contrairement aux valeurs technologiques américaines qui ont été chahutées en bourse, le Luxe français ne connaît pas (encore) la crise.

C'est l'une des industries les plus florissantes en France, et celle qui a le plus gros marché à l'export. Sur le plan industriel, les performances des acteurs du Luxe sont extraordinaires, c'est presque une anomalie dans le monde des sociétés cotées en France. L'opération sur Tiffany par LVMH prolonge une année boursière exceptionnelle pour le secteur.

Alors que les investisseurs tablaient sur un risque de décélération, les géants du luxe étant très exposés à la Chine. On s'aperçoit que malgré la décélération de la Chine, la croissance ne cesse d'augmenter. Le PIB chinois s'il est en baisse, a un nouveau modèle tourné vers la consommation. Il a été calculé qu'il y a chaque année 25 millions de chinois supplémentaires qui peuvent accéder aux produits de luxe. Les chiffres montrent que dans quelques années, 45% des produits de luxe seront achetés par les chinois. Il y a donc une bonne visibilité, cette croissance des consommateurs chinois est un gros réservoir pour le secteur.

Le luxe c'est 44% de la performance du CAC cette année. Au-delà de faire briller l'économie française, le luxe fait aussi briller les marchés.

► **ACCORD CHINE / US : Hong Kong joue les trouble-fêtes**

Le principal risque pour l'économie américaine (par ailleurs saine) est la guerre commerciale, qui pourrait encore réduire les exportations et les investissements. Et à terme, provoquer des licenciements et faire dérailler la principale locomotive de la croissance aux États-Unis : la consommation. Ce bras de fer qui s'est déjà traduit par des droits de douane mutuels sur des centaines de milliards de dollars d'échanges, pèse également sur la croissance de la Chine. L'économie chinoise n'est pas encore capable aujourd'hui d'autoalimenter sa croissance, elle garde des poches de fragilité. Les deux camps ont donc intérêt à calmer le jeu.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Cette logique explique que le marché ait continué à parier sur un accord commercial, même partiel, entre les États-Unis et la Chine. Tout au long du mois de novembre, les négociateurs des deux pays ont envoyé des signaux positifs aux investisseurs sur l'imminence d'un accord dit de « phase un », qui éviterait aux États-Unis d'avoir à mettre en application les augmentations de tarifs douaniers prévues le 15 décembre.

Si le marché avait l'impression de vivre la dernière ligne droite avant cet accord, l'imprévisibilité de Donald Trump s'est de nouveau invité à la table des négociations.

Cet accord commercial dit de "Phase 1" était pourtant présenté comme très proche. Fin novembre les négociations étant censées être dans leur étape finale.

Mais les relations se sont nettement tendues entre Washington et Pékin, lorsque le président américain a sorti de son chapeau une loi qui menace de suspendre le statut économique spécial accordé par Washington à l'ancienne colonie britannique, si les droits des manifestants ne sont pas respectés.

Hong Kong est, en effet, lié à Washington par un statut économique spécial qui permet au territoire d'être exonéré des restrictions s'appliquant à la Chine continentale. Or La nouvelle loi prévoit désormais un examen annuel des États-Unis de la situation à Hong Kong, afin de vérifier si le territoire mérite encore de bénéficier de ce statut privilégié.

Si ce statut était levé, cela plomberait l'économie de Hong Kong, notamment en le soumettant aux taxes d'importations infligées par Washington à Pékin.

Rappelons que Hong Kong, ex-colonie britannique rétrocédée à la Chine en 1997, est une région semi-autonome dirigée sous le principe « Un pays, deux systèmes », et ce jusqu'en 2047. Le territoire connaît depuis le mois de juin le plus long mouvement de protestation depuis sa rétrocession. Les manifestations y sont quasi quotidiennes pour dénoncer l'emprise de plus en plus pesante de Pékin sur les affaires de Hong Kong.

Trump a promulgué cette loi dans l'espoir que les Dirigeants et les Représentants de la Chine et de Hong Kong pourront régler à l'amiable leurs différends, afin que la Chine puisse se concentrer sur son accord avec les États-Unis. Mais Pékin ne l'a pas vu de cet œil et considère ce texte comme une ingérence dans ses affaires intérieures. L'accord commercial pourrait bien en être la première victime. La question est de savoir si cette décision va mettre en péril les tractations délicates menées par Washington et Pékin ?

En temps normal, le soutien des États-Unis à Hong Kong aurait fait échouer les négociations commerciales. La Chine ne plaisante pas avec son "intégrité territoriale". Mais les enjeux de part et d'autres sont tellement immenses, qu'aucune des parties ne souhaitent faire capoter les négociations en cours. La Chine, pour sauver la face, a annoncé une série de représailles. Mais elles sont anecdotiques, et surtout ne concernant pas le sujet commercial. Ce qui tend à montrer que le pays ne ferme pas la porte aux négociations en cours. Ce qui a rassuré le marché.

Les deux pays sont tellement désireux de parvenir à un accord commercial qu'ils distinguent bien les sujets commerciaux et les sujets politiques. En réalité, les deux pays ne peuvent pas se payer le luxe de ne pas s'entendre, ils sont liés par trop d'intérêts économiques.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

► FED/BCE : En vitesse de croisière

Les banques centrales continuent à façonner l'environnement économique et financier avec des capacités « illimitées ». C'est ce qui a piloté le marché en 2019.

Les niveaux de taux bas, voire négatifs, ont été une des dynamiques importantes pour les investisseurs en 2019.

Et tant que cette dynamique sera présente, les facteurs exogènes seront maîtrisés, voir éteints.

Le marché a totalement validé l'idée d'une « pause » vendue par Jerome Powell. Le président de la Réserve fédérale américaine a laissé entendre qu'après les trois baisses de taux cette année, la politique monétaire était bien ajustée pour que la croissance économique puisse continuer.

Le statu quo monétaire semble donc pratiquement assuré en décembre, mais le patron de la Fed ne ferme pas la porte à un ajustement en 2020 si le scénario de base devait être invalidé.

Le mois de novembre a également été marqué par le premier discours de Christine Lagarde en qualité de présidente de la BCE, dans le cadre du congrès bancaire européen de Francfort.

Son discours était très attendu par les marchés. Mais Lagarde est restée très évasive sur l'orientation qu'elle entendait insuffler à sa politique monétaire, laissant les investisseurs sur leur faim. Elle s'est contentée de répéter ce qu'elle avait déjà dit lors de sa passation de pouvoir avec Mario Draghi : « La politique monétaire accommodante de la BCE a été l'un des principaux moteurs de la demande durant la reprise économique, et elle va demeurer en place ». Lagarde n'est pas connue pour être une originale. Et au fond les marchés sont rassurés de savoir que « la politique monétaire continuera à soutenir l'économie et apporter des réponses face aux risques ».

Il faudra attendre le prochain comité monétaire de la BCE le 12 décembre, pour savoir comment le discours de Lagarde va s'affiner. Elle ne pourra pas rester éternellement dans le souvenir de Mario Draghi. La nouvelle présidente de la BCE doit affirmer sa signature pour être crédible auprès des marchés. À elle de régler son numéro d'équilibriste. Chaque mot, chaque intonation, peut avoir des répercussions immenses, dès qu'il s'agit de politique monétaire. Pour l'instant les marchés lui laissent le bénéfice du doute.

► US/ ÉLECTIONS 2020 : Michael Bloomberg en renfort des démocrates

La présidentielle américaine sera l'un des grands enjeux de 2020. Au gré du déroulement de cette campagne électorale et des candidats qui se profilent, on peut s'attendre à plus de volatilité des actions dans les mois à venir. En fonction notamment des débats et propositions concernant le système de santé, la technologie ou la taxation des entreprises.

Contre toute attente le milliardaire américain Michael Bloomberg se lance dans la course à la maison blanche, avec un budget illimité.

Est-ce que sa candidature peut changer la donne ? Si Élisabeth Warren apparaissait comme un risque majeur pour les marchés, Michael Bloomberg, à la tête d'un empire de médias et de services financiers, est un candidat tout à fait crédible pour Wall Street et le candidat des marchés par excellence.

Si Bloomberg rentre si tard dans la bataille, c'est qu'il estime que le parti démocrate a besoin de lui. Jo Biden et Elisabeth Warren apparaissant ces derniers jours affaiblis. Jo Biden qui était le favori des sondages est en perte de vitesse après des prestations médiocres lors des débats. Il reste également empêtré dans les démêlés ukrainiens de son fils. De son côté Elisabeth Warren, l'autre favorite s'est récemment discréditée en radicalisant son discours, avec un programme économique beaucoup trop à gauche pour les américains. Résultat elle perd 5 à 10 points dans les sondages.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Ce qui laisse une fenêtre de tir à Michael Bloomberg. L'ancien maire de New York avait plusieurs fois envisagé de se présenter à la présidentielle US. Mais il avait abandonné l'idée en estimant qu'il n'avait aucune chance contre Joe Biden, bien plus populaire que lui parmi les électeurs modérés et l'establishment du parti. Biden affaibli, il se propose comme la meilleure alternative pour les démocrates pour battre Trump, car Bloomberg joue sur son terrain. Il va défendre un très grand conservatisme sur les questions économiques et faire ainsi barrage à la tentation d'un virage à gauche du parti qui pourrait leur coûter cette élection. Après l'échec d'Hillary Clinton, les démocrates auraient du mal à s'en relever.

Michael Bloomberg est convaincu qu'il est le seul à pouvoir battre Donald Trump en 2020, notamment parce qu'il a un positionnement centriste. Il a déjà été membre du Parti républicain, comme du Parti démocrate. La difficulté pour lui sera de passer le cap de ces primaires où la base démocrate apparaît de plus en plus à gauche.

► BREXIT / UK : Élections 12 décembre

Les marchés restent toujours circonspects quant à la finalisation de ce Brexit. Toutefois ces nouvelles élections pourraient enfin tracer la fin du feuilleton qui épuise la Grande-Bretagne depuis plus de trois ans. Après plusieurs tentatives infructueuses, le premier ministre britannique Boris Johnson a donc réussi à arracher la tenue de nouvelles élections le 12 décembre prochain. Pour sortir de l'impasse du Brexit, faute de majorité, le Premier ministre n'avait d'autres choix que d'organiser ces élections.

Boris Johnson avait échoué à obtenir le feu vert du Parlement britannique pour retirer son pays de l'Union Européenne avant le 31 octobre comme il l'avait promis. Il avait pourtant fait des concessions avec Bruxelles afin d'obtenir un accord de sortie adoubi par l'UE. Mais sans majorité au parlement, impossible de faire voter cet accord. Il a désormais jusqu'au 31 janvier 2020 pour trouver la sortie.

Ce scrutin s'annonce comme très important pour dessiner le destin du pays, trois ans et demi après le référendum en faveur du Brexit qui a bouleversé le royaume. À ce stade, les Conservateurs de Boris Johnson apparaissent comme favoris dans les sondages. Il faut dire que le premier ministre britannique s'est lancé dans une opération « séduction » pour remotiver les britanniques usés par ce Brexit raté. Johnson a promis de tourner la page du Brexit le 31 janvier prochain, il a fait de cette sortie l'axe principal de sa campagne. Il veut aussi baisser les impôts et durcir les règles d'immigration lors de ses 100 premiers jours au pouvoir en cas de victoire. Une opération qui semble fonctionner, car à une semaine du scrutin, Bo Jo comme les anglais le nomment, est toujours très largement en tête des sondages.

En cas de victoire, le premier ministre présentera à nouveau au parlement son accord de divorce négocié (aux forceps) avec l'UE. S'il obtient la majorité aux élections, son parti lui offrira un soutien solide qui lui donnera toute latitude pour faire adopter cet accord.

Mais prudence, l'expérience du référendum sur le Brexit nous a montré que les sondages peuvent être incertains. Et le mode de scrutin particulier, à un tour en Grande Bretagne, peut réserver des surprises. Tout se jouera en une journée. Et on a vu combien l'électorat britannique peut être volatil. Toutefois les probabilités restent en faveur de Johnson. Fin de suspense le JEUDI 12 DÉCEMBRE.

► EUR-USD : Manque de catalyseurs

L'euro/dollar est toujours sans tendance, bloqué autour de son seuil psychologique de 1.10.

Le dollar reste soutenu par la résilience de l'économie américaine, qui apparaît toujours moins fragile que la zone euro. Et même si l'activité manufacturière en zone euro est ressortie supérieure aux attentes, les investisseurs estiment que le signal n'est pas encore assez fort, ce qui explique que l'euro conserve un profil baissier.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Le dollar bénéficie aussi de la perspective de voir un accord se concrétiser entre la Chine et les États-Unis. Plusieurs déclarations rassurantes des deux camps ont en effet encouragé les marchés à l'optimisme en novembre sur ce terrain.

Si les banques centrales sont accommodantes des deux côtés de l'Atlantique, l'avantage est toujours du côté dollar. Suite à une troisième baisse de taux consécutive d'un quart de point le mois dernier, la Fed s'apprête à marquer une pause, tandis que la BCE promet au contraire davantage de stimulus.

Et plus une Banque centrale injecte de liquidités et plus la valeur de sa monnaie baisse.

► **PÉTROLE** : Suspendu à 60 dollars

Le Brent a terminé le mois de novembre pratiquement inchangé, un peu au-dessus des 60 dollars. Soit au même niveau auquel il avait commencé le mois. Le brut léger américain WTI, dans la même mouvance se traite à 56 dollars.

Le pétrole a du mal à décoller après des signes de divisions entre l'Arabie Saoudite et les autres pays producteurs au sujet de la prolongation de leur accord de maîtrise de la production.

Le marché est sans doute déçu que les pays de l'Opep soient réticents à baisser encore leur production lors de leur prochain sommet de décembre à Vienne. Rappelons que le cartel ainsi que les grands pays producteurs se sont engagés depuis 3 ans dans une réduction volontaire de leur production, afin de soutenir les prix du baril.

Seule l'Arabie saoudite continue de soutenir une prolongation des quotas de production, afin de soutenir le prix de l'action d'Aramco à l'occasion de son introduction en Bourse.

Les ministres et partenaires de l'OPEP se rencontrent à Vienne cette semaine afin de décider de la politique à mettre en place pour l'avenir.

L'OPEP et ses alliés devraient continuer à limiter leur production en 2020. Il faut dire qu'ils n'ont pas réellement le choix. Les États-Unis continuent d'augmenter leur production (environ 12,5 millions de barils par jour, contre 8,5 à l'élection de Donald Trump). En outre la demande mondiale de pétrole est inférieure aux prévisions initiales, en raison du ralentissement de l'économie mondiale.

Une extension de l'effort de la part de l'OPEP est donc le minimum requis pour soutenir les prix. L'Arabie saoudite continue à mettre la pression à ses partenaires producteurs, pour réduire encore leur production.

Les Saoudiens veulent surprendre le marché. Riyad a besoin de prix du pétrole élevés pour soutenir le cours d'introduction de Saudi Aramco, sa compagnie pétrolière nationale, véritable « vache à lait » du royaume, qui pourrait être l'introduction boursière la plus importante de l'histoire. L'Arabie Saoudite extrait le pétrole du sol pour à peine trois dollars le baril, même si les prix du brut restent bas, cette entreprise restera extrêmement rentable longtemps. Cette IPO est catalysée par le prince héritier Mohammed bin Salman afin d'assurer le grand programme de diversification de l'Arabie Saoudite. Un nouveau virage de la politique saoudienne du fait de la forte dépendance de son économie liée au pétrole.

À ce stade, sans l'annonce d'un nouvel accord de taille des pays de l'OPEP le baril devrait rester englué sur les niveaux de 60 dollars.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

► GOLD: Essoufflement des cours de l'or

L'or, qui évoluait le mois dernier au-dessus des 1500 dollars (un plus haut depuis six ans), semble désormais avoir des difficultés à progresser davantage.

Les cours de l'once ont même perdu un peu plus de 3% en novembre. Le facteur d'influence principal de l'or, outre les taux, est l'incertitude. Or les investisseurs se sont sentis particulièrement confiants au cours du mois, alors que l'espoir d'un « deal » entre les États-Unis et la Chine s'est un peu plus dessiné et que les marchés ont marqué de nouveaux pics records.

Pour autant la baisse n'est pas spectaculaire, les taux bas continuent de créer un environnement favorable pour l'or, qui bénéficie d'arbitrages favorables quand les taux baissent, ce qui explique que les cours bien qu'affaiblis restent soutenus sur des niveaux encore assez hauts.

En outre, la tendance de fond du dollar toujours haussière pénalisent les achats d'or (libellés en dollar), les rendant plus cher pour les investisseurs étrangers.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :
Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF
Association agréée par l'AMF
Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS
SAS au capital de 300 000 E

► CONCLUSION

Cette année marque jusqu'à présent un cru exceptionnel sur les actions. Incertitudes commerciales et spectre d'une récession n'auront pas eu raison du retour de l'appétit pour le risque des investisseurs. La question est de savoir si cette configuration est durable ?

Les marchés actions devraient continuer à bénéficier des injections de liquidité des grandes banques centrales. Les perspectives monétaires sont bien acceptées par les investisseurs qui ne s'attendent pas à une hausse des taux de la Fed dans les 6 mois, estimant qu'elle en a déjà fait assez. Le marché a désormais la lisibilité dont il avait besoin.

Les investisseurs restent focalisés sur l'annonce d'un accord commercial (au moins a minima), entre la Chine et les États-Unis. Même si Trump continue à souffler le chaud et le froid avec la Chine, cela n'a pas découragé l'optimisme des investisseurs. Les risques de désillusions sont exclus tant les enjeux sont importants pour les deux pays. Le marché n'attend pas un miracle mais a « pricé » l'absence de surenchère.

L'échéance du 15 décembre sera, néanmoins, un point d'attention crucial pour les marchés. Le 15 décembre, on saura en effet si Donald Trump confirme ou abandonne une nouvelle salve de taxes contre les importations chinoises, qui correspondent cette fois à des produits de grande consommation. On toucherait là au cœur du réacteur : la consommation. Sachant que l'économie américaine repose aujourd'hui quasi exclusivement sur les épaules des consommateurs. À ce stade, le consommateur américain ne perçoit pas cette guerre commerciale, les américains bénéficient du plein emploi et les salaires maintiennent le pouvoir d'achat. Mais avec une taxation de +15% sur des produits courants, la consommation américaine ne serait plus préservée.

Trump a difficilement les moyens d'accepter un tel risque. Sauf s'il ne veut pas être réélu en 2020. Ce qui n'est pas d'actualité. Il y a une règle simple qui montre qu'un président qui se représente pour un deuxième mandat avec un mauvais bilan économique n'est pas réélu. Selon la Fed, une intensification de la guerre commerciale pourrait coûter 1% de son PIB aux États-Unis. Trump ne peut pas créer un ralentissement qui lui coûterait son poste.

Or pour l'instant, Donald Trump présente un bilan économique où la plupart des voyants sont au vert. Le chômage aux États-Unis est déjà au plus bas depuis 50 ans, l'inflation est jugulée, la croissance se tient bien. Il est bien compliqué de s'attaquer au président en exercice en l'affrontant sur ce terrain. « Cerise sur le gâteau » les taux d'intérêts sont très bas et soutiennent à la fois les entreprises en difficulté et les marchés qui ne cessent de battre des records. Et on sait combien Wall Street est un marqueur important pour Trump.

Si aucun accord avec la Chine n'était scellé, une bonne partie du rallye actuel des marchés pourrait s'élever en fumée. Les marchés ne sont pas prêts à avoir un échec sur les négociations. Ils s'attendent a minima à un report de cette échéance du 15 décembre, à défaut d'un accord embryonnaire.

Sauf accident de parcours au mois de décembre, 2019 s'annonce comme un excellent millésime boursier, avec des hausses supérieures à 20% pour les principaux marchés actions. On peut imaginer une consolidation de quelques pourcents sans que ce soit le coup d'arrêt de la tendance haussière. Tant que le coussin de sécurité des Banques centrales sera effectif, les risques de récession seront jugulés.

Hets-Capital - Recherche Economique

Le document a été remis par Hets-Capital à son destinataire à son usage exclusif, et ne peut être utilisé, ni reproduit, à d'autres fins. Le contenu de ce document ne constitue ni une recommandation, ni une offre d'achat, ni une proposition de vente, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Il ne constitue en aucun cas un élément contractuel. Les informations, analyses et statistiques communiquées dans ce document proviennent de documents publics ou de sources qui peuvent être considérées comme fiables, mais ne sauraient engager la responsabilité de Hets-Capital, mais aucune garantie ne peut être donnée quant à leur exactitude. Les opinions émises dans ce document ne constituent pas un engagement de Hets-Capital, mais reflètent uniquement son sentiment. Tous les portefeuilles, produits et valeurs figurant dans ce document sont soumis aux fluctuations des marchés et aucune garantie ne peut être donnée quant à leur évolution future. Les performances historiques qui pourraient être indiquées dans les informations transmises par Hets-Capital ne préjugent ni supposent rien des performances futures, et ne constituent en aucun cas une garantie de performance future. Les historiques de performance contenus dans ce document sont purement statistiques. Ils peuvent concerner des investissements qui ne sont pas de nature identique et qui ne peuvent donc pas être comparés les uns aux autres. Toute décision d'investissement ou de désinvestissement qui serait prise par le lecteur sur la base des informations figurant dans ce document, dans le cadre de la gestion de ses avoirs, est décidée à sa seule initiative par l'investisseur qui est familier des mécanismes régissant les marchés financiers et est conscient du fait que certains investissements notamment sur les marchés de futures, d'options et de produits à fort rendement potentiel, les pays dits émergents, les valeurs du second marché ou du hors-cote, peuvent se traduire par des pertes importantes en capital.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E